

Copie à publier aux annexes du Moniteur belge après dépôt de l'acte au greffe

R
M

12012291

DEPOSE AU GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE DE NAMUR

04 JAN. 2012

Pour le Greffier

Greffier

N° d'entreprise : 0423282363

Dénomination

(en entier) : **ARBOTAILLE société anonyme**

(en abrégé) :

Forme juridique : société anonyme

Siège : rue Taravisée 26 - 5031 Grand-Leez

(adresse complète)

Objet(s) de l'acte : extension de l'objet social - adoption de nouveaux statuts - dépôt des statuts coordonnés

D'un acte reçu par Maître Béatrice DELACROIX, notaire associé, à la résidence de Perwez, en date du 30 décembre 2011, en cours d'enregistrement, il résulte que l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme « ARBOTAILLE », ayant son siège social à Grand-Leez, rue Taravisée, 26, inscrite au registre des personnes morales à Namur sous le numéro 0423.282.363, et assujettie à la taxe sur la valeur ajoutée sous le numéro 423.282.363, s'est réunie, et a décidé à l'unanimité :

- de modifier l'objet social de la société.

En conséquence, l'assemblée a décidé de modifier l'article 3 de ses statuts comme suit :

« La société a pour objet

- la vente, l'achat, l'import, l'export, le commerce en gros, demi-gros et au détail, la location, le leasing, la construction, la fabrication, le placement, l'entretien et la réparation de tout matériel de chantier et de construction, le tout dans le sens le plus large des termes;

- l'achat, la vente, la location, la gérance, la gestion, l'entretien de tous biens immobiliers ainsi que l'exploitation de sablières et de versages, l'élagage, l'abattage d'arbres, l'exploitation forestière, la sylviculture, l'horticulture et les travaux spéciaux en hauteur et elle pourra accomplir toutes opérations généralement quelconques se rapportant, directement ou indirectement à cet objet, et s'intéresser, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toutes entreprises ou sociétés dont l'objet soit similaire ou connexe au sien.

- l'achat, la torréfaction, la vente en gros ou en détail, de café et chicorée ;

- l'importation, l'exportation, l'achat et la vente en gros ou en détail de cafés verts ou torréfiés, thés, cacao, épices, sucres, pâtisseries, confiseries glaces, comestibles et tout autre produit liés au café et au thé.

- l'importation, l'exportation, la vente, la location, l'entretien et la réparation de matériel et accessoires à café et tout autre matériel divers.

- toutes activités de commerce ambulant, c'est la vente au consommateur d'articles ou de marchandises, quels qu'ils soient, lorsque cette activité est exercée de porte à porte, sur la voie publique, sur les marchés publics ou en tout autre lieu ou salle, accessible au public ou non, ainsi que l'exploitation d'établissement de gastronomie foraine avec ou sans service à table ;

- toutes activités de restaurateur ou traiteur-organisateur de banquets, c'est-à-dire toutes activités qui consiste à préparer, confectionner, composer, dresser, réchauffer, décongeler, des repas chauds ou froids destinés à être consommés sur place dans l'établissement ou être servis par lui, sur commande, à l'extérieur de l'établissement. ».

La société peut faire tout ce qui est utile ou nécessaire à l'accomplissement de son objet social.

Elle peut se porter caution au profit de ses propres administrateurs et actionnaires.

D'une manière générale, la société peut faire toutes opérations commerciales, mobilières, immobilières, industrielles ou financières, se rapportant directement ou indirectement à son objet.

Elle peut s'intéresser par voie d'apport, de fusion, de souscription ou de toute autre manière, dans toute entreprise ou société ayant en tout ou en partie un objet similaire, analogue ou connexe ou de nature à favoriser celui de la société.

La société est liée par les actes posés par ses organes représentatifs même lorsqu'ils sortent de son objet social, sauf si elle peut prouver que le tiers avait connaissance de cet état ou que vu les circonstances il ne pouvait les ignorer, sans que la publication des présents statuts ne puisse suffire comme preuve. »

- de convertir les titres au porteur en titres nominatifs. En conséquence, l'assemblée des actionnaires a décidé d'annuler les actions au porteur et a inscrit immédiatement les titres dans le registre des titres nominatifs

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 16/01/2012 - Annexes du Moniteur belge

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature

qui sera dorénavant tenu au siège de la société. Chaque actionnaire peut prendre connaissance du registre au siège de la société.

-d'abroger les statuts actuels et de les remplacer par les statuts suivants :

TITRE PREMIER - CARACTÈRE DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 1 : DÉNOMINATION

La société adopte la forme de société anonyme. Elle est dénommée "ARBOTAILLE".

Cette dénomination doit, dans tous les documents de la société, être précédée ou suivie immédiatement de la mention "société anonyme" ou des initiales « SA ».

Elle doit en outre être accompagnée de l'indication précise du siège social de la société, des mots registre des personnes morales ou son abréviation « RPM » suivis du numéro d'entreprise suivie de l'indication du ou des sièges du Tribunal de Commerce dans le ressort duquel la société a son siège social et ses sièges d'exploitation ainsi que du ou des numéros d'immatriculation.

ARTICLE 2 : SIÈGE SOCIAL

Le siège social est établi à 5031 Grand-Leez, rue Taravisée, 26.

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit de la région de langue française de Belgique ou de la région de Bruxelles-Capitale par simple décision du conseil d'administration, publiée aux annexes au Moniteur belge.

La société peut établir, par simple décision du conseil d'administration, des sièges administratifs, succursales ou agences en Belgique ou à l'étranger.

ARTICLE 3 : OBJET

La société a pour objet

- la vente, l'achat, l'import, l'export, le commerce en gros, demi-gros et au détail, la location, le leasing, la construction, la fabrication, le placement, l'entretien et la réparation de tout matériel de chantier et de construction, le tout dans le sens le plus large des termes;

- l'achat, la vente, la location, la gérance, la gestion, l'entretien de tous biens immobiliers ainsi que l'exploitation de sablières et de versages, l'égavage, l'abattage d'arbres, l'exploitation forestière, la sylviculture, l'horticulture et les travaux spéciaux en hauteur et elle pourra accomplir toutes opérations généralement quelconques se rapportant, directement ou indirectement à cet objet, et s'intéresser, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toutes entreprises ou sociétés dont l'objet soit similaire ou connexe au sien.

- l'achat, la torréfaction, la vente en gros ou en détail, de café et chicorée ;

- l'importation, l'exportation, l'achat et la vente en gros ou en détail de cafés verts ou torréfiés, thés, cacaos, épices, sucres, pâtisseries, confiseries glaces, comestibles et tout autre produit liés au café et au thé.

- l'importation, l'exportation, la vente, la location, l'entretien et la réparation de matériel et accessoires à café et tout autre matériel divers.

- toutes activités de commerce ambulant, c'est la vente au consommateur d'articles ou de marchandises, quels qu'ils soient, lorsque cette activité est exercée de porte à porte, sur la voie publique, sur les marchés publics ou en tout autre lieu ou salle, accessible au public ou non, ainsi que l'exploitation d'établissement de gastronomie foraine avec ou sans service à table ;

- toutes activités de restaurateur ou traiteur-organisateur de banquets, c'est-à-dire toutes activités qui consiste à préparer, confectionner, composer, dresser, réchauffer, décongeler, des repas chauds ou froids destinés à être consommés sur place dans l'établissement ou être servis par lui, sur commande, à l'extérieur de l'établissement. ».

La société peut faire tout ce qui est utile ou nécessaire à l'accomplissement de son objet social.

Elle peut se porter caution au profit de ses propres administrateurs et actionnaires.

D'une manière générale, la société peut faire toutes opérations commerciales, mobilières, immobilières, industrielles ou financières, se rapportant directement ou indirectement à son objet.

Elle peut s'intéresser par voie d'apport, de fusion, de souscription ou de toute autre manière, dans toute entreprise ou société ayant en tout ou en partie un objet similaire, analogue ou connexe ou de nature à favoriser celui de la société.

La société est liée par les actes posés par ses organes représentatifs même lorsqu'ils sortent de son objet social, sauf si elle peut prouver que le tiers avait connaissance de cet état ou que vu les circonstances il ne pouvait les ignorer, sans que la publication des présents statuts ne puisse suffire comme preuve.

ARTICLE 4 : DUREE

La société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute anticipativement par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification aux statuts.

TITRE II – FONDS SOCIAL

ARTICLE 5 : CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme de 62.000,00 euros représenté par mille (1.000) actions sans désignation de valeur nominale, souscrites et libérées en totalité.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois, par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modifications aux statuts.

Lors de toute augmentation de capital, le conseil d'administration fixe le taux et les conditions d'émission des actions nouvelles.

Les actions nouvelles à souscrire en espèces sont offertes par préférence aux propriétaires d'actions anciennes, au prorata du nombre de leurs titres au jour de l'émission. L'exercice du droit de souscription préférentielle est organisé conformément au prescrit légal.

L'assemblée décide si le non-usage total ou partiel par un actionnaire de son droit de préférence a ou non pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres.

ARTICLE 7 : NATURE DES TITRES

Les actions non entièrement libérées sont nominatives.

Les actions entièrement libérées et les autres titres de la société sont nominatifs ou dématérialisés.

Le titre dématérialisé est représenté par une inscription en compte au nom de son propriétaire ou de son détenteur auprès d'un teneur de comptes agréé ou d'un organisme de liquidation.

Il est tenu au siège social un registre pour chaque catégorie de titres nominatifs.

Tout titulaire de titres peut prendre connaissance du registre relatif à ses titres.

ARTICLE 8 : INDIVISIBILITE DES TITRES

Les titres sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire par titre.

S'il y a plusieurs propriétaires d'un titre, la société peut suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une personne soit désignée comme étant, à son égard, propriétaire du titre.

En cas de démembrement du droit de propriété d'une action, les droits y afférents sont exercés par l'usufruitier.

ARTICLE 9 : AYANTS CAUSE

Les droits et obligations attachés à un titre le suivent, en quelques mains qu'il passe.

Les créanciers ou héritiers d'un actionnaire ne peuvent sous aucun prétexte demander le partage ou la liquidation des biens et valeurs de la société ni s'immiscer en aucune manière dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux bilans et aux délibérations de l'assemblée générale.

ARTICLE 10 : OBLIGATION

La société peut, en tout temps, créer et émettre des bons ou obligations hypothécaires ou autres, par décision du conseil d'administration.

Toutefois, les obligations convertibles ou avec droit de souscription ne peuvent être émises qu'en vertu d'une décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification aux statuts.

Les bons ou obligations au porteur sont valablement signés par deux administrateurs.

ARTICLE 11

L'administrateur-délégué déterminera au fur et à mesure des besoins de la société, et aux époques qu'il jugera utile, les versements ultérieurs à effectuer sur les actions souscrites en numéraire. Il pourra autoriser aussi la libération anticipative des actions. Les libérations anticipatives ne sont pas considérées comme des avances à la société.

Tout actionnaire qui, après un préavis de deux mois, signifié par lettre recommandée de l'administrateur-délégué, sera en retard de satisfaire à un appel de fonds, devra bonifier à la société des intérêts calculés à dix francs pour cent l'an, à dater du jour de l'exigibilité du versement.

Si le versement n'est pas effectué un mois après un second avis recommandé de l'administrateur-délégué, ce dernier pourra reprendre lui-même ou faire reprendre par un actionnaire ou par un tiers agréé, s'il y a lieu les actions de l'actionnaire défaillant. Cette reprise aura lieu à cent pour cent de la valeur des actions établie par un réviseur d'entreprises désigné par l'administrateur-délégué.

Au cas où le défaillant se refuserait à signer le transfert de ses actions au registre des actionnaires, l'administrateur-délégué lui fera sommation recommandée d'avoir dans les quinze jours à se prêter à cette formalité. A défaut de ce faire endéans ce délai, l'administrateur-délégué signera valablement en lieu et place de l'actionnaire défaillant. Si l'administrateur-délégué se porte lui-même acquéreur des actions du défaillant, sa signature sera remplacée par celle d'un mandataire spécialement désigné à cet effet par le président du Tribunal civil ou de commerce du siège social ou, si les actionnaires sont assez nombreux : par la collectivité des actionnaires.

Le transfert ne pourra toutefois être inscrit au registre qu'après que l'administrateur-délégué aura constaté que la société est entrée en possession du prix de cession et du montant, augmenté des accessoires, du versement à effectuer sur les actions du défaillant. L'inscription du transfert une fois effectuée, l'administrateur-délégué mettra le prix de la cession à la disposition du défaillant.

TITRE III - ADMINISTRATION ET SURVEILLANCE

ARTICLE 12 : CONSEIL D'ADMINISTRATION

La société est administrée par un conseil composé de trois administrateurs au moins, actionnaires ou non, nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale, de tout temps révocables par elle.

Ils sont rééligibles.

Toutefois, lorsque la société est constituée par deux fondateurs ou lorsque, à une assemblée générale de la société, il est constaté que celle-ci ne comporte plus que deux actionnaires, le conseil d'administration peut être limité à deux membres. Cette limitation à deux administrateurs pourra subsister jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui suivra la constatation, par toute voie de droit, de l'existence de plus de deux actionnaires.

Le mandat des administrateurs sortants, non réélus, cesse immédiatement après l'assemblée générale qui a procédé à la réélection.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, elle est obligée de renseigner parmi ses associés, gérants, administrateurs ou son personnel, un représentant permanent, personne physique, chargé de l'exécution de la mission d'administrateur au nom et pour compte de la personne morale.

Lors de la nomination et de la fin de la fonction du représentant permanent, il y a lieu de remplir les mêmes règles de publicité que celles à respecter si la fonction était exercée en nom personnel et pour son propre compte.

Si la société elle-même est nommée administrateur / gérant dans une société, la compétence pour désigner un représentant permanent revient à l'organe de gestion.

ARTICLE 13 : VACANCE

En cas de vacance d'une ou de plusieurs places d'administrateurs par suite de décès, de démission ou autre cause, les administrateurs restants et les commissaires réunis ont le droit d'y pourvoir provisoirement.

Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

L'administrateur désigné dans les conditions ci-dessus est nommé pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

ARTICLE 14 : PRESIDENCE

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et peut nommer un vice-président.

ARTICLE 15 : REUNIONS

Le conseil se réunit sur la convocation et sous la présidence de son président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, du vice-président ou d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Si tous les membres du conseil d'administration sont présents ou représentés, il n'y a pas lieu de justifier d'une convocation préalable. La présence d'un administrateur à une réunion couvre l'éventuelle irrégularité de la convocation et emporte dans son chef renonciation à toutes plaintes à ce sujet.

ARTICLE 16 : DELIBERATIONS

Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Tout administrateur peut donner, par écrit, quelle qu'en soit la forme, même par courrier électronique accompagné d'une signature électronique conformément à l'article 1322 du Code civil, à un de ses collègues, délégation pour le représenter à une réunion déterminée au conseil et y voter en son lieu et place. Le délégué est, dans ce cas, réputé présent.

Toutefois, aucun administrateur ne peut représenter plus d'un de ses collègues.

Un administrateur peut aussi, mais seulement lorsque la moitié des membres du conseil sont présents en personne, exprimer des avis et formuler ses votes par écrit, quelle qu'en soit la forme.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple des voix, sans tenir compte des abstentions. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante. Toutefois, si le conseil se trouvait composé de deux administrateurs, la voix de celui qui préside la réunion cesse d'être prépondérante.

Dans les cas exceptionnels dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs, exprimé par écrit, quelle qu'en soit la forme. Il ne pourra être recouru à cette procédure pour l'arrêt des comptes annuels.

ARTICLE 17 : PROCES-VERBAUX

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées dans des procès-verbaux signés par la majorité au moins des membres présents.

Ces procès-verbaux sont inscrits ou reliés dans un registre spécial, les délégations y sont annexées.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par deux administrateurs ou par un administrateur-délégué.

ARTICLE 18 : POUVOIRS DU CONSEIL

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes d'administration et de disposition qui intéressent la société. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés par la loi ou par les statuts à l'assemblée générale.

Il a notamment le pouvoir de décider toutes les opérations qui entrent, aux termes de l'article 3, dans l'objet social, ainsi que tous apports, cessions, souscriptions, commandites, associations, participations ou interventions financières relatifs aux dites opérations.

Il peut, en outre, recevoir toutes sommes et valeurs, acquérir, aliéner, hypothéquer, échanger, prendre et donner à bail tous biens meubles et immeubles; contracter tous emprunts par voie d'ouverture de crédit ou autrement; consentir tous prêts, consentir ou accepter tous gages, nantissements, hypothèques, renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires, donner mainlevée avec ou sans paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements, dispenser le conservateur des hypothèques de prendre toute inscription d'office; traiter, plaider tant en demandant qu'en défendant, compromettre, transiger, acquiescer, renoncer à toutes prescriptions, régler l'emploi des fonds de réserve ou de prévision.

L'énumération qui précède est énonciative et non limitative.

ARTICLE 19 : GESTION JOURNALIERE

Le conseil d'administration peut conférer la gestion journalière de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion:

- soit à un ou plusieurs de ses membres, qui portent alors le titre "d'administrateur délégué";

- soit à un ou plusieurs directeurs, choisis hors ou dans son sein;

Le conseil peut faire usage de plusieurs des facultés ci-dessus.

Il peut également conférer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire.

Il fixe les attributions et les rémunérations imputées sur les frais généraux, des personnes à qui il confère des délégations.

Le conseil peut les révoquer en tout temps.

De même, les délégués à la gestion journalière, administrateurs ou non, peuvent conférer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire mais dans les limites de leur propre délégation.

ARTICLE 20 : SURVEILLANCE

Aussi longtemps que la société répond aux critères énoncés à l'article 15 du Code des Sociétés, il n'y a pas lieu à nomination d'un commissaire-réviseur, sauf décision contraire de l'assemblée générale.

Chaque actionnaire a dès lors individuellement les pouvoirs d'investigation et de contrôle du commissaire. Il peut se faire représenter par un expert-comptable. La rémunération de celui-ci incombe à la société, s'il a été désigné avec son accord ou si cette rémunération a été mise à sa charge par décision judiciaire.

ARTICLE 21 : REPRÉSENTATION

Sauf délégation spéciale du conseil d'administration, tous actes engageant la société, autre que ceux de gestion journalière, seront valablement signés par son président, un administrateur délégué, ou par deux administrateurs agissant conjointement.

Les actes auxquels un fonctionnaire public ou un autre officier ministériel prête son concours, spécialement les actes de vente, d'achat ou d'échange d'immeubles, les actes de constitution de sociétés civiles ou commerciales, de constitution ou d'acceptation d'hypothèque, de mainlevée avec ou sans paiement, avec renonciation à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires, et les pouvoirs ou procurations relatifs à ces actes, sont valablement signés par son président, un administrateur délégué, ou par deux administrateurs qui n'ont pas à justifier, à l'égard des tiers, d'une décision préalable du conseil.

TITRE IV - ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

ARTICLE 22 : COMPOSITION ET POUVOIRS

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires; elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle se compose de tous les propriétaires d'actions qui ont le droit de voter soit par eux-mêmes, soit par mandataires, moyennant observation des prescriptions légales et statutaires.

Les décisions prises par l'assemblée sont obligatoires pour tous les actionnaires, même pour les absents ou dissidents.

ARTICLE 23 : RÉUNION

L'assemblée générale ordinaire se réunit le dernier lundi du mois de mai, au lieu et à l'heure indiqués dans les convocations. Si ce jour est un jour de congé férié légal, l'assemblée se tiendra le jour ouvrable suivant, autre qu'un samedi.

L'assemblée peut être convoquée extraordinairement chaque fois que l'intérêt de la société l'exige; elle doit l'être au plus tard dans le mois sur la demande d'actionnaires représentant ensemble le cinquième des actions de capital social.

ARTICLE 24 : CONVOCATION

L'assemblée générale, tant ordinaire qu'extraordinaire, se réunit sur la convocation du conseil d'administration, des commissaires-réviseurs s'il en existe, dans les formes et délais prescrits à l'article 533 du Code des Sociétés. Toute personne peut renoncer à cette convocation et, en tout cas, sera considérée comme ayant été régulièrement convoquée si elle est présente ou représentée à l'assemblée.

Si toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées.

Les convocations à l'assemblée générale annuelle mentionnent obligatoirement, parmi les objets à l'ordre du jour, la discussion des rapports du conseil d'administration, la discussion et l'adoption du bilan et du compte des profits et pertes, l'affectation ou de la répartition de l'excédent favorable, la décharge des administrateurs et des commissaires, la réélection des administrateurs et commissaires sortants ou manquants, et tous autres objets qui seraient jugés utiles.

ARTICLE 25 : ADMISSION A L'ASSEMBLÉE

Le conseil d'administration peut exiger que pour être admis à l'assemblée générale, tout propriétaire de titres doit effectuer le dépôt de ses titres au porteur au siège social ou aux établissements désignés dans les avis de convocation, cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée.

Le conseil d'administration peut exiger que les propriétaires d'actions nominatives l'informent, dans le même délai, par lettre ou procuration, de leur intention d'assister à l'assemblée et indiquer le nombre de titres pour lesquels ils entendent prendre part au vote.

Les obligataires peuvent assister à l'assemblée mais avec voix consultative seulement s'ils ont effectué les formalités prescrites à l'alinéa qui précède.

ARTICLE 26 : REPRÉSENTATION

Tout propriétaire de titre peut se faire représenter à l'assemblée générale par un fondé de pouvoirs, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait accompli les formalités requises pour être admis à l'assemblée.

Toutefois, les personnes morales peuvent être représentées par un mandataire non-actionnaire, la femme mariée peut être représentée par son mari et inversement; les mineurs, interdits ou autres incapables agissent par leurs représentants légaux.

Le conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui, cinq jours francs avant l'assemblée générale.

Les copropriétaires, les usufruitiers et nus-propriétaires, les créanciers et les débiteurs-gagistes doivent se faire représenter respectivement par une seule et même personne.

ARTICLE 27 : BUREAU

Toutes les assemblées générales sont présidées par le Président du conseil d'administration ou, à défaut, par un vice-président, ou à défaut, par un administrateur délégué, ou à défaut par le plus âgé des administrateurs présents.

Le président peut désigner le secrétaire, l'assemblée peut choisir, parmi ses membres, un ou plusieurs scrutateurs.

ARTICLE 28 : PROROGATION

Toute assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire peut, séance tenante, être prorogée à trois semaines par le conseil d'administration. La prorogation annule toutes les décisions prises.

Les formalités accomplies pour assister à la première assemblée, ainsi que les procurations, restent valables pour la seconde, sans préjudice du droit d'accomplir les formalités pour la seconde séance, dans l'hypothèse où elles ne l'ont pas été pour la première.

La seconde séance délibère sur le même ordre du jour. Elle statue définitivement.

ARTICLE 29 : NOMBRE DE VOIX

Chaque action de capital donne droit à une voix.

ARTICLE 30 : DÉLIBÉRATION

Aucune assemblée ne peut délibérer sur des objets qui ne figurent pas à l'ordre du jour.

Sauf dans les cas prévus par la loi, les décisions sont prises, quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée, à la majorité simple des voix valablement exprimées sans tenir compte des abstentions. En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité des voix, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix, et en cas de parité le candidat le plus âgé est élu.

Les votes se font par main levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement, à la majorité des voix.

Une liste de présence indiquant le nom des actionnaires et le nombre de leurs titres est signée par chacun d'eux ou par leur mandataire avant d'entrer en séance.

ARTICLE 31 : MAJORITE SPÉCIALE

Lorsque l'assemblée a à décider d'une augmentation ou d'une diminution du capital social, de la fusion ou de la scission de la société avec d'autres organismes, de la dissolution ou de toute autre modification aux statuts, elle ne peut délibérer que si l'objet des modifications proposées est spécialement indiqué dans les convocations et si ceux qui assistent à l'assemblée représentant la moitié du capital social.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibère valablement quelle que soit la portion du capital représentée par les actionnaires présents.

Aucune modification n'est admise que si elle réunit les trois quarts des voix.

Toutefois, lorsque la délibération porte sur la modification de l'objet social, sur la modification des droits respectifs de catégories de titres, sur la dissolution anticipée de la société ou sur la réduction de l'actif net à un montant inférieur à la moitié ou au quart du capital, ou sur la transformation de la société, l'assemblée n'est valablement constituée et ne peut statuer que dans les conditions de présence et de majorité requises par la loi.

ARTICLE 32 : PROCÈS-VERBAUX

Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président, par deux administrateurs, ou par l'administrateur délégué.

TITRE V - ÉCRITURES SOCIALES, RÉPARTITIONS

ARTICLE 33 : EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le premier janvier pour se terminer le trente et un décembre de chaque année.

Le trente et un décembre de chaque année, il est dressé par les soins du conseil d'administration, un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant, en résumé, tous ses engagements.

A la même époque, les écritures sociales sont arrêtées et le conseil d'administration forme le bilan et le compte des profits et pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires sont faits.

Il est également procédé, relativement à ces documents et dans les délais légaux, aux mesures d'inspection et de communication que prescrit la loi.

ARTICLE 34 : VOTE DU BILAN

L'assemblée générale annuelle statue sur l'adoption du bilan et du compte des profits et pertes. Après leur adoption, l'assemblée se prononce par un vote spécial sur la décharge à donner aux administrateurs et aux commissaires s'il en existe.

ARTICLE 35 : DISTRIBUTION

L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges sociales et amortissements nécessaires, forme le bénéfice net.

Sur le bénéfice, il est prélevé un minimum de cinq pour cent (5%) pour la formation de la réserve légale; ce prélèvement cesse lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social, il doit être repris si la réserve légale vient à être entamée.

Le solde est mis chaque année à la disposition de l'assemblée générale qui procède souverainement à son affectation, à la simple majorité des voix.

Toutefois, l'assemblée générale peut, sur proposition du conseil d'administration, décider qu'avant toute répartition du solde susdit, tout ou partie de celui-ci servira à constituer ou à alimenter des fonds de réserve extraordinaire ou sera reporté à nouveau.

Volet B - Suite

ARTICLE 36 : PAIEMENT DES DIVIDENDES

Le paiement des dividendes se fait annuellement aux époques et aux endroits indiqués par le conseil d'administration, en une ou plusieurs fois.

TITRE VI - DISSOLUTION, LIQUIDATION

ARTICLE 37 : En cas de dissolution de la société, pour quelque cause que ce soit et à quelque moment que ce soit, la liquidation s'opère par les soins des liquidateurs nommés par l'assemblée générale et à défaut de pareille nomination, la liquidation s'opère par les soins du conseil d'administration en fonction à cette époque, agissant dès lors en qualité de liquidateur. Il dispose à cette fin des pouvoirs les plus étendus conférés par la loi.

L'assemblée générale détermine les émoluments des liquidateurs.

ARTICLE 38 : RÉPARTITION

L'actif net disponible après paiement des charges sociales et des frais de liquidation ou consignation des sommes nécessaires à cet effet, sert d'abord à rembourser, en espèces ou en titres, le montant libéré des actions.

Si ces actions ne sont pas libérées dans une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder aux répartitions, tiennent compte de cette diversité de situation et rétablissent l'équilibre par des appels de fonds ou par une répartition préalable.

Le solde est réparti également entre toutes les actions.

TITRE VII - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 39 : ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des statuts, tout actionnaire domicilié à l'étranger, tout administrateur, directeur, liquidateur, fait élection de domicile au siège social de la société où toutes communications, sommations, assignations, significations peuvent lui être valablement faites.

ARTICLE 40 : DROIT COMMUN

Les parties entendent se conformer entièrement à la loi.

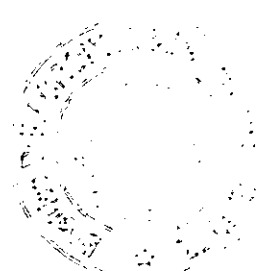
En conséquence, les dispositions légales, auxquelles il ne serait pas licitement dérogé sont réputées inscrites dans le présent acte et les clauses contraires aux dispositions impératives de la loi sont censées non écrites.

-de renouveler le mandat de Monsieur VANDEMOORTELE Renaud, Gaston, René, né à Bruxelles, le 18 janvier 1966 (numéro national : 660118 437 28), domicilié à Gembloux, section de Grand-Leez, rue Taravisée, numéro 26, en qualité d'administrateur, et ce pour une nouvelle période de 6 ans. Monsieur Renaud VANDEMOORTELE, prénommé, a accepté ce mandat, qui pourra être rémunéré.

-de conférer tous pouvoirs à Monsieur Renaud VANDEMOORTELE, susdit, pour l'exécution des résolutions prises sur les objets qui précèdent.

Et d'un même contexte s'est réuni le conseil d'administration lequel, à l'unanimité, a renouvelé le mandat d'administrateur-délégué de Monsieur VANDEMOORTELE Renaud, susdit, pour toute la durée de son mandat d'administrateur.

Dépôt des statuts coordonnés



DELACROIX Béatrice

Déposé en même temps :

- une expédition de l'acte